

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

N°219, mai 2024

### Une menace nucléaire croissante mais maîtrisée au Moyen-Orient

Par Edouard Valensi

*Au sein de la DGA, Edouard Valensi a eu en charge les études liées à la programmation des systèmes d'armes stratégiques et à la dissuasion. Un domaine qu'il n'a jamais cessé de suivre. Il est l'auteur d'ouvrages ayant trait à la dissuasion nucléaire : « Les Terrifiants outils de la paix », « Les Ergots du coq », « Prélude au désarmement », « Pour aveugler les tigres, la stratégie nucléaire de la Chine », tous parus chez l'Harmattan.*

La menace nucléaire, que l'on pouvait croire lointaine, se trouve à nouveau présente dans l'actualité et dans nos craintes par l'usage qu'en fait Vladimir Poutine pour tenir l'Occident à distance de l'Ukraine. Au point que le président polonais Andrzej Duda, dans le cadre de l'OTAN, se déclare prêt à accueillir les armes nucléaires de ses alliés. Voilà qui rappelle que les menaces stratégiques font toujours sens là où règnent de grandes tensions. L'Asie, du Sud-Est de Taïwan aux deux Corée, est de ces contrées tout comme le Moyen-Orient que déstabilise l'Iran des mollahs.

Un Moyen-Orient nucléarisé est-ce possible ? C'est la question à laquelle cet essai tente de répondre en rappelant quelles ont été, et quelles sont encore, les motivations d'Israël, du Pakistan et de l'Iran, quels autres pays pourraient être également concernés, et la logique d'emploi de l'atome à laquelle ils ne peuvent échapper.

#### **Israël : La dissuasion par omission**

Dès les premiers moments de son indépendance, Israël veut s'appuyer sur l'arme nucléaire, réponse ultime à une attaque coordonnée des pays arabes dont la supériorité en armement est écrasante. Avec l'aide de la France, et surtout des États-Unis, il donne corps au socle industriel qui lui permet, dès 1967, de s'adosser sur une force de dissuasion.

Restait à faire accepter la présence de cette force par Washington. Chose faite à l'issue d'un rendez-vous singulier rassemblant Richard Nixon, Henry Kissinger et Golda Meir qui, pour les rassurer, leur assure qu'Israël conservera une totale discrétion nucléaire : pas d'essai, pas de déclaration, pas de visibilité. Si bien qu'en retour, le président américain reconnaît Israël comme une nation responsable, et admet qu'il se soit doté d'armes nucléaires. C'était là une forme singulière de dissuasion qui niait jusqu'à l'existence d'armes nucléaires, une dissuasion par omission.

Des armes virtuelles, mais qui ont été près d'être brandies. Aux premiers jours de la guerre du Kippour, la situation est telle, que le 7 octobre 1973, Moshe Dayan, ministre de la Défense, paniqué, en est à craindre « la destruction du troisième temple ». Israël demande que l'on aille jusqu'à une démonstration de la capacité nucléaire du pays pour que ce désastre ne soit pas. Golda Meir s'y refuse, n'envisageant pas un tir, mais tout au plus « une menace claire adressée aux pays qui refusent d'aider Israël et à ceux qui veulent détruire l'État juif ». Un veto qui ne l'empêchera pas de donner instruction à l'agence nucléaire civile détentrice du cœur nucléaire à ce qu'au moins une arme soit assemblée.



La situation militaire rétablie, il ne sera plus question du recours à l'atome, et nul ne saura ce qu'aurait pu être cette démonstration nucléaire. De même, aujourd'hui, rien ne laisse entrevoir ce que pourraient être les formes d'emploi des forces nucléaires d'Israël.

**Pakistan : « [...] nous mangerons de l'herbe et des feuilles, [...] mais nous aurons notre bombe »**

En 1972, à la suite des défaites subies lors des guerres de 1947/1948, 1965, et du Cachemire (perdu en partie en 1971), le Pakistan s'est lancé dans la course au nucléaire pour mettre fin à la supériorité militaire absolue de l'Inde. Après l'explosion de la première bombe indienne en 1974, une menace directe pour le Pakistan, le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto déclare : « *Si l'Inde fabrique une bombe, nous mangerons de l'herbe et des feuilles, nous accepterons même la faim, mais nous aurons notre bombe à nous* ». La survie de la nation en dépend, le programme est une priorité nationale, le reste est secondaire. Ali Bhutto est suivi par son peuple, et c'est la réussite d'une coproduction atomique sino-américaine.

- Les États-Unis de Jimmy Carter ne dénoncent pas le franchissement de la ligne rouge de 5 % d'enrichissement de l'uranium par le Pakistan qui est alors un allié clé. Il autorise la CIA à faire passer en contrebande par son territoire, des milliards de dollars d'armes à la guérilla afghane qui tente de chasser l'Union soviétique de l'Afghanistan.
- La Chine dont le Premier ministre, Zhou Enlai, autorise le transfert de technologies nucléaires au Pakistan, notamment les plans d'une bombe ultra simplifiée CHIC-4.

Depuis, les forces stratégiques pakistanaïses n'ont cessé de progresser, et Islamabad se trouve crédité de 170 têtes nucléaires auxquelles est associée une flotte de missiles balistiques de moyenne portée, optimisée pour répondre à la menace indienne, et constamment modernisée.

### **L'Iran, furtivement nucléaire**

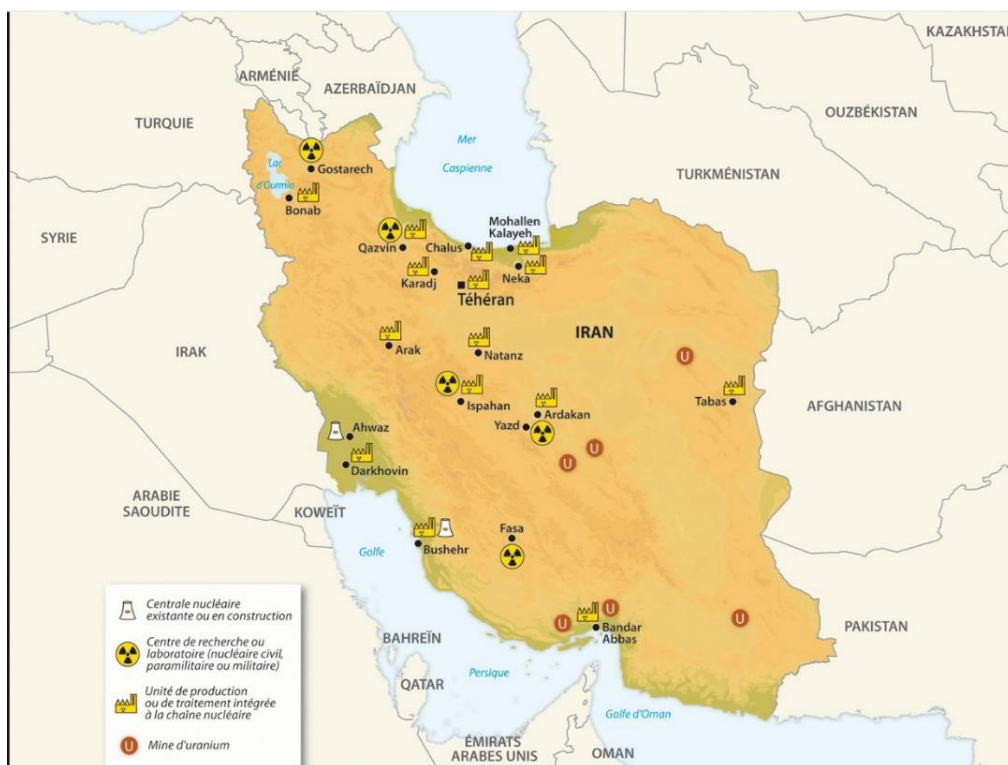
Téhéran a de bonnes raisons de penser que seule une solide force de dissuasion peut garantir sa sécurité. En 1980, lors de la guerre Iran-Irak, la « guerre imposée », trois pays nucléaires, les États-Unis, la France, et le Royaume-Uni, n'ont cessé de soutenir l'Irak de Saddam Hussein, l'agresseur, en lui fournissant sans réserve leurs meilleures armes. Aujourd'hui encore, l'inimitié occidentale perdure. Disposer d'une force de dissuasion est donc un impératif pour Téhéran. Ce que reconnaissait dès 2003 George Tenet, directeur de la CIA, devant la commission du renseignement du Sénat : « *Aucun gouvernement iranien, quelles que soient ses tendances idéologiques, n'est susceptible d'abandonner volontairement des programmes d'ADM [armes de destruction massive] qui sont considérés comme garantissant la sécurité de l'Iran* ».

Le programme iranien est initié dans les années 1970 sous le règne de Mohammad Reza Pahlavi, le dernier shah d'Iran. Il bénéficie de l'appui des États-Unis et de la France (10 % de l'uranium enrichi du site de Marcoule lui est destiné). Un programme sanctionné en 2006 par la résolution 1737 du Conseil de sécurité des Nations unies, après la révolution de 1979 qui a transformé l'Iran en



République islamique. Peu importe les péripéties qui se sont accumulées depuis, Téhéran s'est parfaitement accommodé des mesures censées limiter ses activités d'enrichissement d'uranium. Si bien qu'en fin d'année 2023, l'Agence internationale de l'énergie atomique laissait entendre que Téhéran pouvait dissimuler des kilos d'uranium d'une pureté supérieure à 90 % dans des sites inaccessibles hautement protégés. Suffisamment de matière pour donner corps à des engins nucléaires, si l'Iran ne se l'interdisait pas.

En février 2021, l'ayatollah Khamenei fait savoir aux censeurs de l'Iran : « *Si nous avions décidé de fabriquer une arme nucléaire, vous n'auriez pas été en mesure de nous en empêcher. Mais nous n'avons pas décidé de le faire en raison de notre pensée islamique. Notre pensée islamique dit qu'une arme utilisée pour tuer des civils, des non-militaires et des gens ordinaires est interdite.* » Trois années passent, et l'ancien directeur de l'organisation iranienne de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, déclare : « *Nous avons séparément tous les composants. Le pays a franchi tous les seuils nucléaires scientifiques et technologiques nécessaires à la fabrication d'une bombe.* » Son successeur Mohammed Eslami confirme cette capacité mais ajoute « *nous ne voulons pas la faire* ».



Légende 1. L'Iran nucléaire

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

Inutile d'aller plus loin. Il n'est plus nécessaire de faire exploser une charge expérimentale pour s'assurer que l'on peut franchir le seuil nucléaire. La connaissance que l'on peut avoir de l'architecture des bombes, la maîtrise de l'électronique de puissance sont telles, qu'il y a peu d'incertitudes sur la détonation et la fission réussie d'un engin. Un essai nucléaire, même souterrain, ne ferait que renforcer une certitude, sa principale retombée ne serait qu'une nouvelle génération de sanctions, donc de privations renforcées. En revanche, persister dans une politique d'ambiguïté en lieu et place d'un saut dans l'inconnu semble, pour l'Iran, un moyen pour disposer de l'argument ultime qui assurera sa sécurité tout en rendant possible son retour au sein de la communauté internationale.

Allons plus loin, jusqu'au paradoxe. Pour l'Occident, prendre la République islamique au mot et fermer les yeux devant l'évidence, comme les États-Unis l'ont fait avec Israël, ne serait-ce pas un moindre mal ? Ne pas avoir à admettre l'existence d'une force nucléaire iranienne, n'est-ce pas la seule solution qui évite aux pays partenaires du JPCoA<sup>1</sup> de reconnaître leur impuissance ?

### **Pas d'autre acteur en vue**

Israël, Pakistan, Iran, ces trois pays ont accepté les sacrifices nécessaires pour acquérir les technologies de pointe et la base industrielle lourde qu'exige le nucléaire militaire. Car lorsqu'il s'agit d'enrichir de l'uranium, de concevoir et de réaliser une première charge, on est seul pour bâtir l'outil industriel et acquérir les savoir-faire nécessaires à la réalisation d'un engin opérationnel. L'exploitation de la littérature ouverte, le renseignement et l'espionnage ne permettent pas de se substituer au concret. Pendant des années, dans ces trois pays, on s'est dépensé, nuit et jour dans le plus grand secret pour pouvoir compter sur un premier engin opérationnel. Ce coût est tel qu'il ne peut y avoir de forces stratégiques sans qu'elles soient justifiées par un risque existentiel, et sans que les privations qu'il implique ne soient acceptées par toute la nation.

À partir de là, une évidence s'impose, dans un avenir prévisible, aucun nouvel acteur nucléaire ne devrait surgir au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite, les États du Golfe, l'Égypte ou la Turquie, menacés dans leur existence, seraient assurés de la ferveur patriotique de leurs chercheurs et ingénieurs. Mais seraient-ils capables de former des équipes susceptibles de relever ce défi ?

Reste à examiner le risque d'un échange nucléaire impliquant les acteurs présents.

### **Le Pakistan n'en est pas**

Certes, c'est une nation où l'islam est religion d'État et qui ne reconnaît toujours pas l'existence d'Israël. Cependant, mis à l'épreuve par la guerre engagée contre le Hamas après les massacres du 7 octobre et le martyr enduré par les Palestiniens de Gaza, il ne s'est pas engagé dans le conflit. Très mesuré dans ses condamnations, il se contente d'en appeler à l'ONU et au Conseil de sécurité.

---

<sup>1</sup> Joint Comprehensive Plan of Action ou Plan d'action global commun »



Et quand le chef du Hamas invite le Pakistan nucléaire à faire la guerre à Israël, son président, Asif Ali Zardari, fait la sourde oreille.

Rien d'étonnant, car le Pakistan s'est toujours montré raisonnable dans le domaine nucléaire. Dans la région, alors que régnait la crainte de voir une prise de l'arsenal ou au moins d'un engin par un groupe terroriste, il a conçu pour conjurer ce risque, avec l'aide des États-Unis, un système de sécurité et de procédures d'accès aux installations nucléaires sans équivalent dans le monde.

Mais surtout, le missile pakistanais aux meilleures performances, Shaheen III n'a que 1 700 miles (2 750 km) de portée. Tiré depuis l'extrémité du Pakistan, il ne peut atteindre Israël qu'en toute limite de portée.

La carte qui suit révèle qu'Israël n'a pas été et n'est pas inscrit dans les plans stratégiques pakistanais.



Légende 2. Espace couvert par le missile Shaheen III (source : Gene Thorp, The Washington Post)

Il ne reste que deux pays, Israël et l'Iran, qui peuvent être impliqués dans un échange nucléaire dans la région.

# Un œil sur



# Défense

## Géopolitique et Sécurité

### La guerre en sourdine d'adversaires prudents

Deux pays qui s'affrontent indirectement depuis des années en se menaçant d'anéantissement, viennent de faire preuve de prudence dans l'affrontement direct qui les a opposés à la suite de la frappe du consulat iranien en Syrie. Les deux territoires ont bien été frappés mais n'ont été visés que des cibles militaires. De plus, la réplique israélienne a été longuement réfléchie pour éviter tout engrenage, ce dont l'Iran a accusé réception en minimisant l'ampleur des dégâts qu'il avait subis, mettant ainsi fin au duel.

Une prudence affichée qui permet d'augurer une semblable attitude si un épisode nucléaire devait se profiler. Des deux côtés, les états-majors savent qu'ils ne peuvent pas déroger à la logique de la dissuasion nucléaire respectée partout ailleurs (cf. La dissuasion nucléaire et sa logique). Des deux côtés, on sait qu'à une frappe initiale répondra une frappe de représailles, les deux pays étant en situation de destruction mutuelle assurée (MAD).

Une suite d'avertissements est envoyée avant d'atteindre un seuil nucléaire que l'on ne franchit qu'avec précaution. Pas avec la frappe d'une ville, car elle serait suivie par une destruction symétrique, mais plutôt par un ou des tirs tactiques d'objectifs militaires ponctuels. 1 500 kilomètres séparant les deux adversaires, ils ne peuvent concerner que les pays tiers, le Liban et la Syrie. Mais pour quel résultat ? Les états-majors devront faire preuve d'imagination pour stopper les entreprises ennemies, et recourir à des explosions nucléaires à très haute altitude, génératrices d'une impulsion électromagnétique qui paralysera l'adversaire.

Il n'empêche qu'en 2023, par deux fois, un ministre israélien, Amihai Eliyahu, a souhaité qu'une bombe nucléaire soit larguée sur Gaza, en affirmant : « *Quiconque brandit un drapeau palestinien ou du Hamas ne devrait pas continuer à vivre sur la surface de la terre.* » Une demande irrationnelle, absurde, immédiatement condamnée par le gouvernement. Nonobstant, c'est un ministre qui a rompu l'engagement de discrétion nucléaire de Golda Meir, jusqu'ici rigoureusement observé. Voici le Moyen-Orient nucléarisé.

Mais pour le gouvernement, le nucléaire n'a toujours pas lieu d'être évoqué. Comme le rapporte dans les jours qui suivent *The Times of Israel*, c'est avec mesure que le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, entend répondre aux provocations de l'Iran : « *L'Iran agit contre nous depuis des années, directement et par personnes interposées. Nous savons comment nous défendre et nous agissons selon un principe simple : ceux qui nous font du mal ou qui ont l'intention de nous faire du mal, nous leur ferons du mal.* » Sans aller plus loin.

Dans un Moyen-Orient toujours loin de l'équilibre et de la paix, l'atome reste encore aux marges. Il est parfois cité, mais c'est par la presse. Pour les gouvernements, c'est un tabou.



### La dissuasion nucléaire et sa logique

Tous les pays dotés de forces nucléaires, y compris la Corée du Nord, ont, à une occasion ou une autre, rendu publique leur doctrine nucléaire, et toutes respectent le consensus qui, à l'initiative des États-Unis et de l'Union soviétique, mais aussi de la France, s'est progressivement fait jour sur la dissuasion et la logique d'emploi des armes nucléaires<sup>2</sup>. Ni à Jérusalem ni à Téhéran, les états-majors ne peuvent l'ignorer.

1. La menace dont les armes nucléaires sont porteuses ne doit pas pouvoir être mise en doute par l'adversaire.
2. Le nucléaire appelle le nucléaire. Lorsqu'un État se dote d'armes nucléaires, il sait qu'il se trouve au même moment sous une menace nucléaire symétrique.
3. Puisqu'il est sous une menace de frappe nucléaire, un pays ne dévoile pas la présence d'une force nucléaire tant qu'il n'est pas assuré d'infliger une frappe de représailles à un ennemi, même après l'attaque surprise la plus réussie. Les deux ennemis sont alors dans un état de destruction mutuelle assurée.
4. Qu'une frappe survienne, comment riposter ? Américains et Soviétiques en sont convenus : par une frappe de même intensité sur des cibles de même nature. Telle qu'elle ne puisse pas être évaluée par l'adversaire comme supérieure au tir dont elle est la réplique.
5. L'équilibre nucléaire est stable. Même si deux frappes ont pour conséquence un même nombre de victimes, elles ne seront pas évaluées symétriquement par les deux parties. Les pertes amies sont toujours très fortement surévaluées. Pour donner un ordre de grandeur, elles sont au moins dix fois plus ressenties. Psychologiquement et politiquement, il n'y a pas d'équilibre possible, mais un contexte perdant-perdant.
6. En conséquence, les États nucléaires s'interdisent a priori de franchir le seuil nucléaire par une frappe démographique. Ils savent qu'en représailles ils devront accepter des morts qui se compteront en centaines de milliers.
7. Quand un comportement agressif insupportable de l'adversaire rend inéluctable une première frappe, elle aura pour objectif une cible militaire. Pour reprendre le sens que lui donne la France : une frappe « préstratégique », un dernier avertissement avant l'apocalypse, qui doit conduire à une suspension des combats.

---

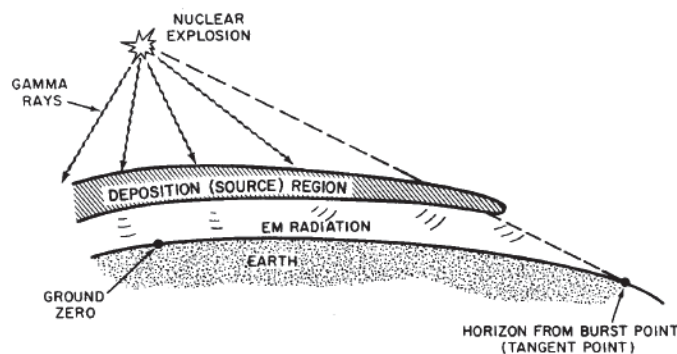
<sup>2</sup> Edouard VALENSI, *La dissuasion nucléaire – Prélude au désarmement*, Editions L'Harmattan, 2014, 168 p.



8. Quand un tir préstratégique n'est pas justifié – ce serait le cas d'une attaque cybernétique massive qui paralyserait en totalité et durablement un pays – pour sanctionner l'ennemi, on pourra recourir à une explosion à très haute altitude, génératrice d'une impulsion électromagnétique (IEM). Elle priverait de toute ressource électrique la totalité, ou une très large partie, du territoire de l'adversaire.

### L'impulsion électromagnétique (IEM)

*Lorsqu'une explosion nucléaire intervient à très haute altitude, la densité résiduelle de l'air est trop faible pour que se forme une boule de feu. Les rayons gamma générés par l'explosion vont donc se propager à grande distance, notamment vers le sol, jusqu'à ce qu'ils rencontrent des molécules d'air dont ils libèrent les électrons. Ceux-ci sont alors accélérés par le champ magnétique terrestre et génèrent un champ électromagnétique impulsif qui se propage jusqu'au sol, en interférant avec les circuits électriques qu'ils font disjoncter.*



*Légende 3. Génération de l'impulsion électromagnétique (source : Effects of nuclear weapons de Samuel Glasstone)*